

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ (AMACEH)

**GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 4900/GR – HA

ÉTATS FINANCIERS

Pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ (AMACEH)
GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 4900/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS

Pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
Lettre d'Accompagnement et Résumé	
Description du Programme	1 – 4
Objectifs et Étendue de l'Audit	4 – 8
Résultats de l'Audit	8 – 9
États Financiers	
Rapport des Auditeurs Indépendants	10 – 12
États des Fonds Reçus et des Décaissements effectués	13
États des Investissements Cumulés	14
Notes afférentes aux États Financiers	15 – 21
Annexe I - État des Soldes Budgétaires	
Annexe II - Réconciliation des Registres Comptables avec l'«OPS»	
Annexe III - Tableau d'Engagement	
Annexe IV - Équipements et Matériels	
Structure de Contrôle Interne	
Rapport des Auditeurs Indépendants	22 – 24
Commentaires sur la Structure de Contrôle Interne	25 – 27
Lettre de Représentation de l'UTE-MEF	

**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ (AMACEH)
GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 4900/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS**

Pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021

Le 11 mars 2022, ..

Monsieur Pierre-Michel Joassaint
Directeur Exécutif
Unité Technique d'Exécution (UTE)
Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)
En ses bureaux
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Directeur Exécutif,

Ce rapport présente les résultats de notre audit des états financiers du Programme Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH), géré par l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) (UTE-MEF) à titre d'agent fiduciaire et financier, financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4900/GR – HA, qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021, de l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, ainsi que d'un résumé des principales conventions comptables importantes et tous autres renseignements explicatifs du programme. L'Unité Technique d'Exécution (UTE) du MEF, est responsable de ces états financiers.

I. DESCRIPTION DU PROGRAMME

Le 9 décembre 2019, l'État haïtien et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé un accord de financement non remboursable (Don BID 4900/GR-HA) intitulé «Programme d'Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH)» d'un montant équivalent à trente-huit millions de dollars des États-Unis d'Amérique (38,000,000 USD), dont trente et un millions cinq cent mille (31,500,000 USD) de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) (4900/GR-HA) et six millions cinq

cent mille dollars (6,500,00USD) de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) (GRT/CF17708-HA) pour l'exécution du Programme intitulé «AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN HAÏTI (AMACEH) (HA-L1140) ». La date du dernier décaissement est prévue pour le 10 décembre 2024.

L'objectif général est d'améliorer l'accès fiable à l'électricité en Haïti afin de favoriser le développement économique et le renforcement de la gouvernance du secteur. Les objectifs spécifiques sont de : (i) développer des mini-réseaux électriques décentralisés avec la participation du secteur privé; (ii) favoriser l'approvisionnement en électricité à partir d'énergie renouvelable (ER) dans le Parc Industriel de Caracol (PIC); et (iii) renforcement des capacités de régulation et de planification du secteur.

Pour atteindre l'objectif du Programme AMACEH, les ressources de la Contribution financeront les activités comprises dans les trois (3) composantes du Projet décrites ciaprès :

COMPOSANTE 1. DÉVELOPPEMENT DE MINI-RESEAUX DÉCENTRALISÉS AVEC LA PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ

La Composante I du Programme AMACEH, financera la construction de mini-réseaux à base d'énergies renouvelables dans des zones délimitées non couvertes par l'Électricité d'Haïti (EDH). Les réseaux seront construits et exploités par des firmes privées dans le cadre de concessions à long terme. Lesquelles seront accordées par le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), sous le regard de l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Énergie (ANARSE), aux promoteurs éligibles, par le biais d'appels d'offres basés sur la capacité à produire de l'énergie renouvelable, un tarif d'électricité abordable et compétitif pour les utilisateurs finaux, et des capacités techniques et financières pour attirer des financements externes. Une subvention par raccordement ou connexion sera offerte pour permettre au concessionnaire d'atteindre un niveau acceptable retour financier sur investissement et opérations, et offre un meilleur tarif à la population. Ce tarif devrait être compétitif par rapport aux miniréseaux actuels en Haïti pour garantir l'accessibilité financière et la croissance de la demande, tout en préservant la solidité financière essentielle pour une opération durable. L'utilisation de compteurs intelligents sera un atout pour la gestion de la demande et peut aider à éviter le vol d'électricité.

COMPOSANTE 2. FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU PARC INDUSTRIEL DE CARACOL (PIC) EN Y INSTALLANT DEUX CENTRALES SOLAIRES DE 8MW ET DE 4MW

La Composante 2 du Programme vise à favoriser le développement durable du Parc Industriel de Caracol (PIC). L'objectif principal de cette composante est de réduire le coût de l'énergie, améliorant ainsi la compétitivité et la durabilité des industries au PIC. Plus précisément, la composante financera la conception, la réalisation et la mise en service de deux (2) centrales solaires photovoltaïques, une de 8MWc et une autre de 4MWc avec système de stockage chacune. L'exploitation et la maintenance seront effectuées par un opérateur dédié (Opérateur Solaire) pour gérer les centrales solaires et le réseau de distribution du PIC, qui sera sélectionné par le biais d'un processus d'appel

d'offres international conformément aux politiques de passation des marchés de la BID. Les coûts d'O&M seront couverts par le tarif payé par les clients du PIC et le concessionnaire de la centrale thermique (TEP) pour l'énergie consommée. La TEP, exploitée actuellement par NRECA au nom de l'USAID, sera ainsi transférée au Gouvernement haïtien et exploitée par un concessionnaire indépendant sélectionné dans le cadre d'un processus séparé d'appel d'offres international dirigé par l'ANARSE, avec la contribution de l'USAID.

COMPOSANTE 3. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE RÉGULATION ET DE PLANIFICATION DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

L'objectif de cette composante est de fournir un appui institutionnel au renforcement de l'ANARSE. Le financement sera utilisé pour les activités qui appuient l'exécution du mandat et des responsabilités de l'ANARSE vis-à-vis des contrats de concession ainsi que:

- (i) la conception de nouveaux instruments pour régler le secteur et promouvoir l'inclusion des personnes handicapées et l'égalité des sexes dans le secteur;
- (ii) l'élaboration d'un manuel d'exploitation pour l'ANARSE;
- (iii) l'élaboration d'un plan d'expansion de l'électricité ; et
- (iv) formation du personnel de l'ANARSE axé sur les modèles financiers, la conception des systèmes photovoltaïques et éoliens et la planification des systèmes électriques.

Ainsi, le Programme sera exécuté par l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), agence d'exécution du Programme AMACEH et bénéficiant de l'appui technique de l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Énergie (ANARSE) et de la Cellule Énergie du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC).

Coût et financement

Le programme est structuré comme une subvention d'investissement sous la forme d'investissements spécifiques. Le coût estimé du programme est de US\$38 millions dont US\$31,5 millions seront financés par le Mécanisme de don de la BID pour Haïti, et US\$6,5 millions par l'USAID, sous réserve d'approbation, pour le financement de la centrale solaire de 4 MW de la Composante II à travers un Don spécifique à un projet (PSG). Le PSG est administré par la Banque conformément au "Rapport sur COFABS, Ad-Hocs et CLFGS et une proposition d'unification en tant que PSG" (Document SC-114) conformément aux procédures applicables. L'USAID publiera un accord administratif distinct en vertu duquel les ressources engagées pour ce programme seront administrées par la Banque.

Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous :

En milliers de dollars américains

Composante		Sources de Financement		
		BID	USAID	Total
1.-	Développement de mini-réseaux décentralisés avec la participation du secteur privé	\$ 12,545,000	\$ -	\$ 12,545,000
2.-	Favoriser le fonctionnement durable du PIC	16,500,000	6,500,000	23,000,000
3.-	Renforcement des capacités de régulation et de planification du secteur	1,000,000	-	1,000,000
4.-	Gestion et suivi du Programme	1,455,000	-	1,455,000
TOTAL		\$ 31,500,000	\$ 6,500,000	\$ 38,000,000

II. OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

Notre mandat consistait à réaliser l'audit des états financiers Programme Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH) géré par l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), à titre d'agent fiduciaire et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4900/GR – HA, afin d'exprimer une opinion professionnelle sur l'État des Fonds Reçus et des Décaissements Effectués pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021.

L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit (NIA) et aux Directives pour la préparation des rapports financiers et des Audits Externes des Opérations Financés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ces normes exigent : (i) que l'audit soit planifié et réalisé pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'erreurs importantes; (ii) un examen, sur des bases sélectives, des preuves qui appuient les chiffres et les données contenues dans les états financiers ; (iii) une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'Unité Technique d'Exécution (UTE), ainsi qu'une évaluation de la présentation générale des états financiers.

Les objectifs spécifiques de l'audit étaient les suivants :

- A. Exprimer une opinion sur l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021 et l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021 du Programme d'Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH), géré par l'Unité Technique d'Exécution

(UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) à titre d'agent fiduciaire et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No 4900/GR – HA, et déterminer si les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les transactions effectuées sur ces fonds, conformément aux dispositions de l'Accord de financement et aux principes comptables applicables.

- B.** Analyser et évaluer le système de contrôle interne, afin de bien comprendre les politiques et procédures de contrôle pour déterminer si ces politiques et procédures sont appropriées et ont été appliquées. Cette évaluation comprend, entre autres, les aspects suivants: (i) la capacité institutionnelle de l'organisme concernant les ressources humaines, matérielles et du système d'information; et (ii) le système comptable utilisé, et (iii) les politiques et procédures permettant à l'Unité Centrale d'Exécution d'enregistrer, traiter, résumer et publier des données financières conformes aux informations publiées dans chaque compte des états financiers.
- C.** Identifier les déficiences spécifiques et les zones de faiblesses dans les systèmes et contrôles, puis formuler des recommandations pour leur amélioration.
- D.** Effectuer des sondages afin de déterminer si l'UTE a respecté, à tous égards importants, les termes de l'Accord de Financement et les lois et règlements applicables, incluant les clauses de nature financière et comptable. Les cas importants de non-conformité et toutes les indications d'actes illégaux identifiés devront être reportés.
- E.** Effectuer le suivi des recommandations de l'audit antérieur.

PROCÉDÉS D'AUDIT MIS EN OEUVRE

Nous énumérons ci-après certains des procédés d'audit que nous avons mis en œuvre pour vérifier si les fonds décaissés ont été correctement comptabilisés et utilisés, conformément aux termes et objectifs fixés dans l'Accord de Financement ainsi qu'aux Lois et Règlements applicables:

Système et registres comptables

- Nous avons évalué la capacité du système comptable à produire des informations opérationnelles, financières et comptables et à se conformer aux exigences de la Banque et à présenter les rapports financiers par source de fonds et par catégorie budgétaire.
- Nous nous sommes assurés que tous les justificatifs nécessaires, registres et comptes sont maintenus pour toutes les activités et dépenses du Programme et que les paiements ont été enregistrés en temps opportun dans la comptabilité du Programme.

- Nous nous sommes assurés que le système d'archivage comptable du Programme est adéquat et permet une localisation efficace de la documentation relative aux paiements.

Rentrées de fonds/Encaissements

- Nous avons confirmé le total des financements décaissés ou payés directement par la BID et le Gouvernement Haïtien durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021.
- Nous avons concilié les valeurs confirmées avec les registres comptables du Programme et nous avons concilié le total des financements décaissés avec les mouvements de fonds retracés aux comptes désignés du Programme.
- Nous avons confirmé avec la Banque Centrale les soldes des comptes de banque du programme au 30 septembre 2021.

Dépenses de Programme/Décaissements

- Nous avons mis en œuvre des procédures spécifiques pour la sélection de l'échantillon des transactions choisies. La méthode d'échantillonnage est non statistique et les paramètres utilisés sont la taille de la population, le seuil de signification et le niveau d'erreur acceptable. La base de référence utilisée dans le calcul du seuil de signification est le total des dépenses encourues durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021 qui s'élève à \$ 828,488. Nous avons déterminé un seuil de signification de \$ 8,285 et un niveau d'erreur acceptable de \$ 4,271.

Afin de réduire les risques d'échantillonnage, nous avons utilisé un échantillon stratifié de la manière suivante: (i) les éléments de grande valeur par rapport à l'erreur acceptable et les éléments importants, selon des critères qualitatifs, ont été pris isolément et examinés à 100% ; ces transactions sont au nombre de 6 et totalisent un montant de \$ 152,973, (ii) le nombre de transactions testées sur la population restante a été limité à 25 pour un montant de \$28,669, conformément à notre manuel de procédure d'audit.

Ainsi, la population des dépenses testées est de \$ 182,444 soit 43 % de la population totale.

Nous avons utilisé des procédures d'échantillonnage soit comme procédures de corroboration, soit comme tests des contrôles clés selon le but du sondage. Sur la base d'échantillonnage décrit plus haut:

- Nous avons vérifié que les paiements sont adéquatement enregistrés au système comptable du programme et aux registres financiers, selon des autorisations appropriées, sur la base de documents justificatifs adéquats, par catégorie d'investissement correspondant au budget de l'Accord de Financement.

- Nous avons examiné la documentation d'appui aux paiements retracés au niveau des requêtes justificatives et des requêtes de paiement direct afin de nous assurer de sa fiabilité et de son adéquation par rapport aux montants relatifs aux investissements ou dépenses de programme.
- Nous nous sommes assurés que les paiements effectués dans les cas des contrats de construction et de supervision sont en accord avec les clauses contractuelles.
- Nous nous révisé que les procédures d'achat dans le cas des dépenses administratives afin de nous assurer qu'elles sont conformes à de saines pratiques commerciales – qu'elles soient compétitives ou non, que des prix raisonnables ont été obtenus, et que des contrôles efficaces ont été mis en place pour garantir la qualité et les quantités reçues.
- Nous avons révisé les rapports d'avancement des travaux des firmes de supervision afin de nous assurer du respect des délais de finition des travaux.
- Nous nous sommes assurés que les paiements déjà déterminés inéligibles par la Banque n'ont pas été imputés au financement de la BID et n'ont pas été justifiés comme dépenses de programme.

Passation de marchés

- Nous avons vérifié l'efficacité des contrôles dans le processus de passation de marchés et de paiement de services durant la période. La révision du processus de passation de marchés couvre les étapes suivantes: lancement du marché, publication, analyse, attribution, négociation, signature du contrat, demande de Non Objection, exécution et paiement.
- Nous nous sommes assurés que les biens, travaux et services financés ont été acquis, en conformité avec les Politiques et Procédures de Passation de Marchés de la Banque ou autres Procédures acceptables pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID).
- Nous avons vérifié que pour tous les paiements effectués, les contrats respectifs étaient prévus au Plan de Passation de Marchés (PPM) et que les paiements prévus au contrat signé ont été réalisés conformément aux dispositions prévues à cet effet.
- Nous nous sommes assurés que le dossier de passation de marchés relatif à un paiement contient la documentation requise qui correspond au type de passation de marchés, conformément aux Politiques de Passation de Marchés de la BID et que l'archivage des dossiers est ordonnée et permet une localisation efficace de la documentation relative au processus.

Honoraires des consultants

- Nous révisé les procédures de sélection des consultants et leur conformité aux normes prescrites par la BID.
- Nous avons révisé, sur base de sondages, les contrats signés avec les consultants, afin de nous assurer de la conformité des paiements effectués avec les termes des contrats, particulièrement en matière de soumission de rapports et du respect des termes de l'Accord.

Généralités

- Nous avons discuté avec les personnes ressources impliquées dans la gestion du Programme afin d'acquérir des connaissances sur les aspects techniques et opérationnels importants.
- Nous avons évalué le système de contrôle budgétaire du Programme et effectué une comparaison des dépenses avec les affectations budgétaires indiquées dans l'Accord de Financement.
- Nous avons évalué les procédés utilisés aux fins de la préparation des demandes de justification de fonds qui sont présentées à la BID et déterminé si ces procédés donnent lieu à des requêtes de décaissements précises, appropriées et présentées en temps opportun.
- Nous avons révisé les éléments constituant le solde des avances en attente de justification, y compris les montants présentés au niveau des réconciliations des comptes bancaires et les dépenses effectuées non encore soumises à la BID.

III. RÉSULTATS DE L'AUDIT

États des Fonds Reçus et Décaissements Effectués et État des investissements Cumulés

Opinion

À notre avis, les états financiers du Programme Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH), géré par l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) à titre d'agent fiduciaire et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4900/GR – HA, présentent fidèlement, à tous égards importants l'État des Fonds Reçus et des Décaissements Effectués pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021 ainsi que l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, conformément aux dispositions de l'Accord de Financement non Remboursable et aux principales conventions comptables décrites à la note 2.

Système de Contrôle Interne

Nous avons analysé et évalué le système de contrôle interne, ainsi que les risques de contrôle de l'Unité Centrale d'Exécution afin de déterminer l'étendue des procédures d'audit à appliquer pour nous permettre d'émettre une opinion sur les états financiers du Programme et non dans le but de fournir une assurance sur la structure de contrôle interne de l'UTE. L'UTE à titre d'agent fiduciaire et financier a la responsabilité d'établir et de maintenir une structure de contrôle interne adéquate.

Notre évaluation du contrôle interne de l'UTE a permis de révéler des lacunes, qui à notre avis, pourraient constituer une faiblesse pouvant empêcher la Direction de l'UTE d'enregistrer, de traiter, de résumer et de présenter les données financières conformément aux assertions de la Direction figurant aux états financiers.

Ces lacunes portent sur ce qui suit :

Gestion Technique et/ou Opérationnelle:

- Retard dans l'exécution des activités du programme (Constatation No 1)

Gestion Financière:

- Retard dans la soumission des justificatifs à la BID (Constatation No 2)

Gestion Administrative:

- Non identification de certains matériels et équipements (Constatation No 3)

Suivi des recommandations de l'exercice antérieur

Cette section n'est applicable car c'est le premier rapport d'audit du Programme.

Commentaires de la Direction

Le présent rapport a été discuté avec la Direction de l'UTE qui ont soumis ses commentaires inscrits aux sections appropriés sur la structure de contrôle interne.

Experts Conseils et Associés

Experts Conseils et Associés

Comptables Agréés

16, Route du Canapé-Vert, Juvénat

Pétion-Ville, le 11 mars 2022



**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ (AMACEH)
GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 4900/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS**

Pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Monsieur Pierre-Michel Joassaint
Directeur Exécutif
Unité Technique d'Exécution (UTE)
Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)
En ses bureaux
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Directeur Exécutif,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Programme Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH), géré par l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) à titre d'agent fiduciaire et financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dans le cadre de l'Accord de Financement non Remboursable No. 4900/GR – HA, qui sont composés de: l'État des Fonds Reçus et Décaissements Effectués pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021, et de l'État des Investissements Cumulés au 30 septembre 2021.

À notre avis, les états financiers ci-joints du Programme Amélioration de l'Accès à l'Électricité présentent fidèlement, à tous égards les Fonds Reçus et les Décaissements Effectués pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021 ainsi que les Investissements Cumulés au 30 septembre 2021, conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à la clause 5.02 de l'Accord de Financement conclu entre le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), au Manuel destiné à la préparation des rapports financiers et à la gestion de l'audit externe des opérations financées par la BID.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants du Programme Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH) No. 4900/GR – HA, conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Haïti et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable et restriction à la diffusion et à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Programme Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH) No. 4900/GR – HA, de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées dans l'Accord de Financement susmentionné. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Programme Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH) No. 4900/GR – HA et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cependant ce document peut devenir un document public, auquel cas sa distribution ne sera pas limitée. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation des états financiers conformément aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'Accord de Financement No. 4900/GR – HA, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Programme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'institution ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Programme.

Responsabilités des auditeurs pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Experts Conseils et Associés
Experts Conseils et Associés

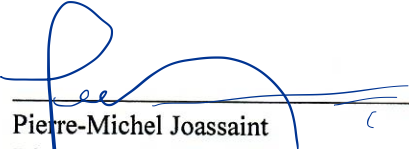
Comptables Agréés

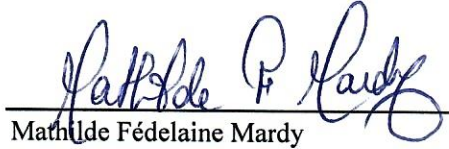
16, Route du Canapé-Vert, Juvénat
Pétion-Ville, le 11 mars 2022



PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN HAÏTI (AMACEH)
GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE DON NO. 4900/GR - HA
ÉTAT DES FONDS REÇUS ET DÉCAISSEMENTS EFFECTUÉS
(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Notes	Pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021
Fonds Reçus		
Financements au cours de la période		
Avance de fonds	(Note 5)	\$ 2,200,000
Palements directs	(Note 5)	-
		<u>2,200,000</u>
Total des Fonds Reçus en fin d'exercice		<u>\$ 2,200,000</u>
Décaissements Effectués		
Décaissements au cours de la période		
Justification des fonds avancés	(Note 6)	412,092
Dépenses effectuées non encore soumises	(Note 7)	<u>416,396</u>
		<u>828,488</u>
Total des Décaissements Cumulés en fin d'exercice		<u>828,488</u>
Excédent des Fonds Reçus sur les Décaissements Effectués		1,371,512
Encaisse, au début de l'exercice		-
Redressement de conversion de devises	(Notes 2, 9)	<u>18,662</u>
Encaisse, à la fin de l'exercice	(Notes 3, 4)	<u>\$ 1,390,175</u>


 Pierre-Michel Joassaint
 Directeur Exécutif


 Mathilde Fédeline Mardy
 Directrice Financière

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN HAÏTI (AMACEH)

**GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

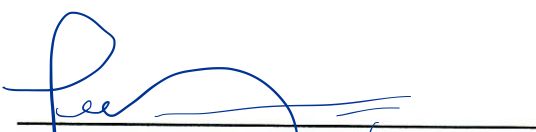
ACCORD DE DON NO. 4900/GR - HA

ÉTAT DES INVESTISSEMENTS CUMULÉS

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

Au 30 septembre 2021

	INVESTISSEMENTS POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER JUIN 2020 AU 30 SEPTEMBRE 2021	INVESTISSEMENTS CUMULÉS AU 30 SEPTEMBER 2021
Composantes et Catégories d'Investissements		
1. Développement de mini-réseaux	\$ 68,996	\$ 68,996
2. Fonctionnement durable du PIC	-	-
3. Régulation du secteur énergie	92,759	92,759
4. Gestion et suivi du programme	666,732	666,732
TOTAL	\$ 828,488	\$ 828,488


 Pierre-Michel Joassaint
 Directeur Exécutif


 Mathilde Fédeline Mardy
 Directrice Financière

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ (AMACEH)
GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE NO. 4900/GR – HA
ÉTATS FINANCIERS

Pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Description du Programme

Le décembre 2019, l'État haïtien et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont signé un accord de financement non remboursable (Don BID 4900/GR-HA) intitulé «Programme d'Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH)» d'un montant équivalent à trente-huit millions de dollars des États-Unis d'Amérique (38,000,000 USD), dont trente et un millions cinq cent mille (31,500,000 USD) de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) (4900/GR-HA) et six millions cinq cent mille dollars (6,500,000USD) de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) (GRT/CF17708-HA) pour l'exécution du Programme intitulé «AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN HAÏTI (AMACEH) (HA-L1140) ». La date du dernier décaissement est prévue pour le 10 décembre 2024.

L'objectif général est d'améliorer l'accès fiable à l'électricité en Haïti afin de favoriser le développement économique et le renforcement de la gouvernance du secteur. Les objectifs spécifiques sont de : (i) développer des mini-réseaux électriques décentralisés avec la participation du secteur privé; (ii) favoriser l'approvisionnement en électricité à partir d'énergie renouvelable (ER) dans le Parc Industriel de Caracol (PIC); et (iii) renforcement des capacités de régulation et de planification du secteur.

Pour atteindre l'objectif du Programme AMACEH, les ressources de la Contribution financeront les activités comprises dans les trois (3) composantes du Projet décrites ciaprès :

COMPOSANTE 1. DÉVELOPPEMENT DE MINI-RESEAUX DÉCENTRALISÉS
AVEC LA PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ

La Composante I du Programme AMACEH, financera la construction de mini-réseaux à base d'énergies renouvelables dans des zones délimitées non couvertes par l'Électricité d'Haïti (EDH). Les réseaux seront construits et exploités par des firmes privées dans le cadre de concessions à long terme. Lesquelles seront accordées par le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), sous le regard de l'Autorité

Nationale de Régulation du Secteur de l'Énergie (ANARSE), aux promoteurs éligibles, par le biais d'appels d'offres basés sur la capacité à produire de l'énergie renouvelable, un tarif d'électricité abordable et compétitif pour les utilisateurs finaux, et des capacités techniques et financières pour attirer des financements externes. Une subvention par raccordement ou connexion sera offerte pour permettre au concessionnaire d'atteindre un niveau acceptable retour financier sur investissement et opérations, et offre un meilleur tarif à la population. Ce tarif devrait être compétitif par rapport aux miniréseaux actuels en Haïti pour garantir l'accessibilité financière et la croissance de la demande, tout en préservant la solidité financière essentielle pour une opération durable. L'utilisation de compteurs intelligents sera un atout pour la gestion de la demande et peut aider à éviter le vol d'électricité.

COMPOSANTE 2. FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU PARC INDUSTRIEL DE CARACOL (PIC) EN Y INSTALLANT DEUX CENTRALES SOLAIRES DE 8MW ET DE 4MW

La Composante 2 du Programme vise à favoriser le développement durable du Parc Industriel de Caracol (PIC). L'objectif principal de cette composante est de réduire le coût de l'énergie, améliorant ainsi la compétitivité et la durabilité des industries au PIC. Plus précisément, la composante financera la conception, la réalisation et la mise en service de deux (2) centrales solaires photovoltaïques, une de 8MWc et une autre de 4MWc avec système de stockage chacune. L'exploitation et la maintenance seront effectuées par un opérateur dédié (Opérateur Solaire) pour gérer les centrales solaires et le réseau de distribution du PIC, qui sera sélectionné par le biais d'un processus d'appel d'offres international conformément aux politiques de passation des marchés de la BID. Les coûts d'O&M seront couverts par le tarif payé par les clients du PIC et le concessionnaire de la centrale thermique (TEP) pour l'énergie consommée. La TEP, exploitée actuellement par NRECA au nom de l'USAID, sera ainsi transférée au Gouvernement haïtien et exploitée par un concessionnaire indépendant sélectionné dans le cadre d'un processus séparé d'appel d'offres international dirigé par l'ANARSE, avec la contribution de l'USAID.

COMPOSANTE 3. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE RÉGULATION ET DE PLANIFICATION DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

L'objectif de cette composante est de fournir un appui institutionnel au renforcement de l'ANARSE. Le financement sera utilisé pour les activités qui appuient l'exécution du mandat et des responsabilités de l'ANARSE vis-à-vis des contrats de concession ainsi que:

- (iv) la conception de nouveaux instruments pour règlementer le secteur et promouvoir l'inclusion des personnes handicapées et l'égalité des sexes dans le secteur;
- (v) l'élaboration d'un manuel d'exploitation pour l'ANARSE;
- (vi) l'élaboration d'un plan d'expansion de l'électricité ; et

- (iv) formation du personnel de l'ANARSE axé sur les modèles financiers, la conception des systèmes photovoltaïques et éoliens et la planification des systèmes électriques.

Ainsi, le Programme sera exécuté par l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), agence d'exécution du Programme AMACEH et bénéficiant de l'appui technique de l'Autorité Nationale de Régulation du Secteur de l'Énergie (ANARSE) et de la Cellule Énergie du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC).

Coût et financement

Le programme est structuré comme une subvention d'investissement sous la forme d'investissements spécifiques. Le coût estimé du programme est de US\$38 millions dont US\$31,5 millions seront financés par le Mécanisme de don de la BID pour Haïti, et US\$6,5 millions par l'USAID, sous réserve d'approbation, pour le financement de la centrale solaire de 4 MW de la Composante II à travers un Don spécifique à un projet (PSG). Le PSG est administré par la Banque conformément au "Rapport sur COFABS, Ad-Hocs et CLFGS et une proposition d'unification en tant que PSG" (Document SC-114) conformément aux procédures applicables. L'USAID publiera un accord administratif distinct en vertu duquel les ressources engagées pour ce programme seront administrées par la Banque. Un récapitulatif des coûts ventilés est présenté dans le tableau ci-dessous :

En milliers de dollars américains

Composante		Sources de Financement		
		BID	USAID	Total
1.-	Développement de mini-réseaux décentralisés avec la participation du secteur privé	\$ 12,545,000	\$ -	\$ 12,545,000
2.-	Favoriser le fonctionnement durable du PIC	16,500,000	6,500,000	23,000,000
3.-	Renforcement des capacités de régulation et de planification du secteur	1,000,000	-	1,000,000
4.-	Gestion et suivi du Programme	1,455,000	-	1,455,000
TOTAL		<u>\$ 31,500,000</u>	<u>\$ 6,500,000</u>	<u>\$ 38,000,000</u>

2. Principales Conventions Comptables

De l'avis de la Direction de l'UTE-MEF, les états fonds reçus et des décaissements effectués ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après :

Base de présentation

Les états fonds reçus et décaissements effectués et l'état des investissements cumulés ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse conformément aux dispositions de l'Accord de Financement et aux directives de la BID pour la présentation des rapports financiers. La comptabilité de caisse tient compte des transactions et opérations uniquement lorsque les fonds (et/ou l'équivalent des fonds) ont été reçus ou décaissés par l'entité, et non pas lorsqu'ils donnent lieu, augmentent ou créent des droits ou des obligations alors qu'aucun mouvement de fonds n'a eu lieu.

Financements

Les financements présentés aux états des fonds reçus et des décaissements sont constitués des avances de fonds en monnaie des États-Unis d'Amérique décaissées par la BID et des paiements directs effectués par la BID aux fournisseurs.

Engagements contractuels

Les engagements contractuels représentent les balances dues sur les contrats de travaux, biens et services. Ils sont présentés à titre d'information.

Monnaies

Les livres sont tenus en gourdes et en dollars des États-Unis d'Amérique et les états financiers sont présentés en dollars américains. Les décaissements en gourdes sont convertis à leur valeur équivalente en dollars américains, selon le taux de change établi par la Banque de la République d'Haïti (BRH) aux différentes dates de transactions, qui ont varié de Gourdes 62.1680 à 98.6740 durant l'exercice terminé au 30 septembre 2021.

Le solde de l'encaisse en Gourdes au 30 septembre 2021 a été converti au taux de la Banque de la République d'Haïti, en vigueur à cette date, soit Gourdes 97.3918 pour un (1) dollar américain. Les redressements résultant de cette conversion sont présentés séparément à titre de composante de l'encaisse.

Impôts et taxes

Les impôts et taxes applicables au Programme Amélioration de l'Accès à l'Électricité (AMACEH), exécuté par l'Unité Technique d'Exécution du MEF, sont constitués du reversement des taxes et impôts prélevés à la source sur les employés et des contrats de services signés avec les consultants locaux et/ ou internationaux.

3. Encaisse

Au 30 septembre 2021, les soldes des comptes désignés se présentent comme suit :

	Au 30 septembre 2021
BRH - Dollars	\$ 1,373,262
BRH - Gourdes	16,912
Total	\$ 1,390,175

4. Réconciliation des mouvements sur les comptes désignés au 30 septembre 2021

Au 30 septembre 2021, les mouvements sur le compte désigné se résument comme suit:

Avances reçues durant la période audité	\$	2,200,000
Fonds disponibles sur les comptes spéciaux		2,200,000
Dépenses totales de la période audité		<u>(828,488)</u>
Excédent des montants reçus sur les montants décaissés		1,371,512
Redressement de conversion de devises		<u>18,662</u>
Soldes des comptes désignés au 30 septembre 2021	\$	<u>1,390,175</u>

5. Financements BID

Au 30 septembre 2021, la BID a décaissé 7% de sa contribution au Programme. Les contributions décaissées se présentent comme suit :

	Pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Avance de fonds	\$ <u>2,200,000</u>	\$ <u>2,200,000</u>

Les avances de fonds décaissées durant la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021 se rapportent aux requêtes suivantes :

Requête No 1 – 14 juillet 2020 (Avance de fonds)	\$	500,000
Requête No 5 – 2 juin 2021 (Paieement direct)		<u>1,700,000</u>
Total	\$	<u>2,200,000</u>

6. Justification des fonds avancés durant l'exercice

Le montant des dépenses justifiées durant la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021, s'élève à \$ 412,092. Ces dépenses ont été présentées aux requêtes suivantes :

Requête de justification No 2	\$	56,715
Requête de justification No 3		195,773
Requête de justification No 4		<u>159,604</u>
	\$	<u>412,092</u>

7. Dépenses effectuées non encore soumises

Durant la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021, des dépenses totalisant un montant de \$ 828,488 ont été encourues et des dépenses totalisant un montant de \$ 412,092 ont été soumises, ramenant ainsi les dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021 à un montant de \$ 416,396 se présentant comme suit :

Dépenses encourues durant la période:	\$ 828,488
Requête 2 - Justification de fonds avancés	(56,715)
Requête 3 - Justification de fonds avancés	(195,773)
Requête 4 - Justification de fonds avancés	(159,604)
Dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021	\$ 416,396 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Le montant de \$ 416,396 correspond à une liste de transactions enregistrées aux livres comptables pour les mois de mars à septembre 2021; non encore soumises à la BID au 30 septembre 2021.

8. Avances en attente de justification

Au 30 septembre 2021, le solde des avances en attente de justification totalisait un montant de \$ 1,787,908 et se présente comme suit:

Avances de fonds enregistrées au cours de la période:	2,200,000
Avances disponibles	2,200,000
Justification d'avance au cours de l'exercice:	
Requête de justification No 2	(56,715)
Requête de justification No 3	(195,773)
Requête de justification No 4	(159,604)
	(412,092)
Solde des avances à justifier au 30 septembre 2021	\$ 1,787,908
Avance en attente de justification présentée à l'OPS	\$ 1,787,908

Le solde des avances en attente de justification au 30 septembre 2021 est ainsi constitué :

Le solde des avances en attente de justification est ainsi constitué :

Banque (Note 3, 4)	\$ 1,390,175
Dépenses effectuées non encore soumises à la BID (Note 7)	416,396
Redressement cumulé de conversion de devises (Note 9)	(18,662)
Total	\$ 1,787,908

9. Redressement de conversion de devises au 30 septembre 2021

Au 30 septembre 2021, le redressement de conversion de devises est ainsi constitué:

	<u>Gourdes</u>	<u>Gourdes Converties Dollars U.S</u>	<u>Dollars U.S</u>	<u>Total Dollars U.S</u>
Avance de fonds	HTG -	\$ -	\$ 2,200,000	\$ 2,200,000
Vente de devises	25,227,538	280,000	(400,000)	(120,000)
Dépenses de l'exercice	<u>(23,580,417)</u>	<u>(281,749)</u>	<u>(947,114)</u>	<u>(1,228,863)</u>
Total au 30 septembre 2021	<u>HTG 1,647,121</u>	<u>\$ (1,749)</u>	<u>\$ 852,886</u>	<u>\$ 851,137</u>
Solde de l'encaisse au 30 septembre 2021	<u>HTG 1,647,121</u>	<u>\$ 16,912</u>	<u>\$ 852,886</u>	<u>\$ 869,798</u>
Écart de change de la période		<u>\$ (18,661)</u>	<u>\$ -</u>	<u>\$ (18,661)</u>

10. État des soldes budgétaires

L'État des Soldes Budgétaires est présenté à l'Annexe I.

11. Réconciliation par Catégories d'Investissement entre les Registres du Programme et l'OPS de la BID

La réconciliation de l'OPS de la BID avec les registres comptables du Programme est présentée à l'Annexe II.

12. Engagements

Au 30 septembre 2021, le solde des engagements contractés dans le cadre du Programme s'élève à un montant de \$ 74, 607 dont les détails sont présentés à l'Annexe III.

13. Acquisition de matériels et équipements

La liste des matériels et équipements acquis dans le cadre du programme est soumise à l'Annexe IV.

14. Évènements subséquents

En préparant les états financiers, la Direction de Unité Technique d'Exécution (UTE) a examiné tous les événements connus qui ont pris place entre le 30 septembre 2021 et le 11 mars 2022 date à laquelle les états financiers et les notes complémentaires ont été émis.

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN HAÏTI (AMACEH)

ANNEXE I

GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE

L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE DON NO. 4900/GR - HA

ÉTAT DES SOLDES BUDGÉTAIRES

Au 30 septembre 2021

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

	BUDGET D'INVESTISSEMENT	INVESTISSEMENTS CUMULÉS Au 30 septembre 2021	SOLDES BUDGÉTAIRES Au 30 septembre 2021
Composantes et Catégories d'Investissements			
1. Développement de mini-réseaux	\$ 12,545,000	\$ 68,996	\$ 12,476,004
2. Fonctionnement durable du PIC	16,500,000	-	16,500,000
3. Régulation du secteur énergie	1,000,000	92,759	907,241
4. Gestion et suivi du programme	1,455,000	666,732	788,268
TOTAL	\$ 31,500,000	\$ 828,488	\$ 30,671,512

PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN HAÏTI (AMACEH)

GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE

L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE DON NO. 4900/GR - HA

RÉCONCILIATION DE L'OPS DE LA BID AVEC LES REGISTRES COMPTABLES DU PROGRAMME

Au 30 septembre 2021

(Exprimée en dollars des États-Unis d'Amérique)

ANNEXE II

	BUDGET	REQUÊTES ACCEPTÉES	DÉPENSES EFFECTUÉES NON ENCORE SOUMISES	DÉPENSES TOTALES AU 30 SEPTEMBRE 2021	DÉPENSES PRESENTÉES À L'OPS	DIFFÉRENCES ⁽¹⁾
Composantes et Catégories d'Investissements						
1. Développement de mini-réseaux	\$ 12,545,000	\$ 34,660	\$ 34,337	\$ 68,996	\$ 34,660	\$ 34,337
2. Fonctionnement durable du PIC	16,500,000	-	-	-	-	-
3. Régulation du secteur énergie	1,000,000	26,732	66,027	92,759	26,732	66,027
4. Gestion et suivi du programme	1,455,000	350,700	316,032	666,732	350,700	316,032
TOTAL	<u>\$ 31,500,000</u>	<u>\$ 412,092</u>	<u>\$ 416,396</u>	<u>\$ 828,488</u>	<u>\$ 412,092</u>	<u>\$ 416,396</u>

⁽¹⁾ La différence de \$ 416,396 représente les dépenses effectuées non encore soumises au 30 septembre 2021.

ANNEXE III

L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

ACCORD DE DON NO. 4900/GR - HA

Au 30 septembre 2021

(Exprimé en dollars des États-Unis d'Amérique)

Rubrique	Code	Description	No d'enregistrement du Contrat adjugé par la BID	Date du Contrat ou engagement	Nom du fournisseur ou de l'entrepreneur	Montant total du contrat ou	Montant déjà payer selon contrat ou	Solde á payer selon contrat ou
1	C4	Spécialiste Suivi Evaluation	HAA7565	27 novembre 2020	Wilbens SIGUINEAU	\$ 60,764	\$ 57,117	\$ 3,647
2	C4	Chargé de Projet	HAA7562	27 novembre 2020	Ernst PRESSARD	66,685	62,683	4,002
3	C4	Coordonnateur de Programme	HAA7566	27 novembre 2020	Louis JOCELYN	76,555	69,905	6,650
4	C4	Spécialiste Sociale	HAA7563	27 novembre 2020	Emmanuella NICOLAS	43,986	33,155	10,831
5	C4	Spécialiste Environnemental	HAA7564	27 novembre 2020	Luc Domart BRETROUS	59,777	54,803	4,974
6	C4	Spécialiste en passation de marché	HAA7569	31 août 2020	Fabienne DEVIS	40,264	39,403	861
7	C4	Chargé de Projet	HAA7569	9 septembre 2020	Stéphano GAUTHIER	31,122	30,061	1,061
8	C4	Spécialiste Financier	HAA7560	15 décembre 2020	Pierre Francois Dieudonné ANDRE	36,865	34,435	2,431
9	C4	Service d'assistance de Projet	HAA7567	07 décembre 2020	Fabienne Martiale JACOTIN	25,132	23,308	1,824
10	C4	Spécialiste en droit de l'énergie	HAA7561	23 septembre 2020	Marie Joseph Alain GUILLAUME	55,092	32,091	23,000
11	C3	Conseiller sur les technologies de valorisation de biomasse énergétique		03 mars 2021	LACOUR JOANESON	21,363	19,685	1,678
12	C3	Spécialiste en Droit de l'énergie		03 mars 2021	JOSEPH JOHANNE VIRGINIA	21,363	19,685	1,678
13	C1	Spécialiste en énergie solaire photovoltaïque		22 février 2021	Jean-Mackson BERALUS	17,948	16,582	1,366
14	C1	Spécialiste en développement de mini réseaux		22 février 2021	Mc Cleve Paul-Gerard JOSEPH	17,948	15,180	2,768
15	C1	Coordonnateur de projet		22 février 2021	Nicolas Darius ALLIEN	17,948	15,180	2,768
16	C1	Spécialiste en gestion environnementale		22 février 2021	Romial Saint-Vil	17,948	16,034	1,914
17	C1	Ingénieur-Electricien chargé de communication		03 mars 2021	Huguens Paul TARTE	16,022	15,180	842
18	C3	Assistant chargé de communication		03 mars 2021	Waldeme JOSEPH	16,022	14,753	1,269
19	C3	Ingénieur-Electromécanicien		03 mars 2021	Endji Alexandra DALGE	10,681	10,566	115
20	C3	Ingénieur		03 mars 2021	Frantzo LOUIS	10,681	9,753	928
TOTAL								\$ 74,607

**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ EN HAÏTI (AMACEH)
GÉRÉ PAR L'UNITÉ TECHNIQUE D'EXÉCUTION (UTE) DU MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FINANCÉ PAR LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT (BID)
ACCORD DE DON NO. 4900/GR - HA**

ÉQUIPEMENTS ET MATÉRIELS

Au 30 septembre 2021

(Exprimés en dollars des États-Unis d'Amérique)

	Pour la période allant du 1er juin 2020 au 30 septembre 2021	Au 30 septembre 2021
Équipements Informatiques	\$ 22,867	\$ 22,867
Mobiliers et Matériels de Bureau	10,441	10,441
Génératrices et accessoires	2,956	2,956
Matériels de communication	<u>2,854</u>	<u>2,854</u>
TOTAL	<u>\$ 16,250</u>	<u>\$ 16,250</u>